



Capital Social et Survie des Entreprises au Cameroun

Par

Douzounet Mallaye & Yogo Thierry¹

Centre d'Etudes et de Recherche en Economie et Gestion

Université de Yaoundé II

Yaoundé, Cameroun

Rapport de Recherche du FR-CIEA N° 26/12

Fonds de Recherche sur le Climat d'Investissement et l'Environnement des Affaires
(FR-CIEA)

www.trustafrica.org/icbe

Dakar, Juin 2012

¹ Contact : douzounetmallaye@yahoo.fr, yogout@gmail.com

Ce rapport de recherche a bénéficié d'un appui financier du Fonds de Recherche sur le Climat d'Investissement et l'Environnement des Affaires (CIEA), une initiative conjointe entre TrustAfrica et le CRDI. C'est un document de travail diffusé pour discussions et commentaires. Les conclusions et recommandations sont celles de (s) l'auteur (s), et ne reflètent pas nécessairement les points de vue du Secrétariat du FR-CIEA, de TrustAfrica ou du CRDI.

Résumé

Cette étude utilise les données d'enquête réalisée auprès de 300 PME camerounaises afin de mettre en évidence les effets du capital social sur la survie (longévité) des entreprises. Dans cette optique, elle fait recours à la méthode des moindres carrés ordinaires et le modèle de traitement d'effet. Les résultats issus de nos régressions montrent qu'il n'existe pas d'effet significatif du capital social sur la survie des entreprises au Cameroun. La survie des entreprises est plutôt positivement et significativement affectée par l'âge du dirigeant et surtout l'expérience du dirigeant.

Mots clés : capital social, pérennité des entreprises, survie des entreprises, moindres carrés ordinaires

Table des matières

Résumé.....	ii
Table des matières.....	iii
1. Introduction.....	4
2. Revue de la littérature.....	6
3. Typologie du capital social et la longévité des entreprises au Cameroun.....	8
3.1 Les différentes déclinaisons du capital social par secteur d'activité au Cameroun.....	9
3.2 Prédominance du Capital social familial sur la durée d'activité des entreprises au Cameroun.....	13
4. Contribution non avérée du capital social sur la longévité des entreprises au Cameroun	16
5. Résultats.....	18
6. Conclusion.....	20
Références Bibliographiques.....	22
Annexes.....	25

1. Introduction

Les petites et moyennes entreprises (PME) : unité de production formelle localisable à un endroit fixe et permanent et dont le potentiel d'emploi et la surface financière sont relativement faibles) forment l'armature de toutes les économies et sont une source essentielle de croissance économique, de dynamisme et de flexibilité aussi bien dans les pays industrialisés avancés que dans les économies émergentes et en développement. Elles constituent la forme dominante d'organisation de l'entreprise, et représentent entre 95 % et 99 %, selon le pays, de l'effectif des entreprises. Elles assurent entre 60 et 70 % de la création nette d'emplois dans les pays de l'OCDE. Les petites entreprises jouent un rôle particulièrement important dans la mise sur le marché de techniques ou de produits innovants.

Au Cameroun, l'institut national des statistiques (INS), recense 93969 entreprises réparties principalement entre les grandes métropoles de Douala (35.1%) et Yaoundé (23.9%). Par secteur d'activité, le secteur tertiaire se taille la plus grande part avec 86.5% des entreprises recensées, suivi du secteur secondaire avec 13.1% et du secteur primaire avec 0.4% du total des entreprises. La quasi-totalité des entreprises recensées sont des entreprises individuelles (89%) et représentent moins de 5% de l'offre de travail global. Par ailleurs, 95% des entreprises individuelles ont au plus deux années d'existence. Dans un tel contexte, la survie des entreprises camerounaises demeure un enjeu majeur. La difficulté de pérennisation des activités des entreprises camerounaises s'expliquerait par des contraintes institutionnelles relatives notamment à la fiscalité, aux infrastructures, à la gouvernance et à l'accès au financement bancaire.

Sur le plan de la littérature, divers travaux se sont intéressés à la problématique de la survie des petites et moyennes entreprises (Brüderl et al., 1992 ; Cressy, 1996 ; Diochon et al., 2001 ; Nkamdem, 2002, Teurlai, 2004). Ces travaux mettent en exergue différents facteurs susceptibles de favoriser la survie des PME. Il s'agit des facteurs de marché, des facteurs financiers, des facteurs liés au cycle de vie, les caractéristiques personnelles du créateur et de l'entreprise, l'accès au financement extérieur et les spécificités régionales. A ces différents facteurs se greffe de plus en plus le capital social dans la recherche de performance et la pérennité de l'entreprise (Batjargal, 2001, 2005 ; Ellis, 2011).

La notion de capital social se réfère selon la définition de Putnam (1993) aux obligations morales et aux normes ; aux valeurs sociales (notamment la confiance) et les réseaux sociaux (notamment les réseaux de bénévolat). Plus explicitement, le capital social renvoie aux liens

sociaux, aux réseaux, au sentiment d'obligation qui sont mobilisés et créés pour mener à terme des projets au sein de la communauté. Il repose sur la confiance et des facteurs de motivation (tels que le sentiment d'appartenance, la fierté communautaire, etc.) qui sont des ingrédients essentiels au déroulement des projets (Bourdieu, 1980 ; Coleman, 1990 ; Knack et Keefer, 1997). Dans le cadre de notre travail, nous considérons le capital social comme la mobilisation du réseau relationnel au niveau du processus du recrutement, le quotidien au sein de l'entreprise et le niveau des rapports entre dirigeants et actionnaires.

La proposition centrale de la théorie du capital social repose sur l'argument selon lequel les réseaux de relations sociales constituent une ressource précieuse pour la conduite des affaires car ils facilitent l'action économique (Nahapiet et Ghoshal, 1998; Burt, 1992) et permettent aux entrepreneurs d'élargir leur champ d'action, d'économiser leurs moyens et d'accéder à des ressources et opportunités exclusives (Aldrich et Elam, 1995). Il est donc certain que le capital social présente un avantage pour la survie des entreprises. Il permet ainsi de déceler des opportunités de profit (Nkakleu, 2007), de réduire les coûts de transactions (Granovetter, 1973 ; Durlauf et Fafchamps, 2005), de partager l'information sur les nouvelles technologies (Batjargal, 2005), de construire des partenariats (Coviello et Munro, 1997), de faciliter l'accès au crédit et d'ouvrir de nouvelles opportunités de profit (Loane et Bell, 2006 ; Ellis, 2011).

Toutes ces études restent limitées dans leur analyse. Elles mettent en évidence l'analyse en termes de statistiques descriptives et ne font pas l'objet d'une analyse économétrique rigoureuse. De plus, la notion de capital souffre d'imprécisions et sa définition confond parfois les causes avec les effets comme le soulignent Lévesque et White (1999).

Notre étude va au-delà de toutes ces limites et **questionne l'influence du capital social sur la survie des entreprises au Cameroun**. Ainsi, l'objectif de notre étude est de mettre en évidence le rôle du capital social dans la survie des PME au Cameroun. Pour atteindre cet objectif, le papier fait usage à la fois des statistiques descriptives et des méthodes économétriques classiques (Moindres carrés ordinaires et le modèle de traitement d'effets). La structure de ce papier est la suivante : la section 1 est consacrée à la revue de littérature. Les faits stylisés relatifs à la relation entre le capital social et la pérennité des entreprises sont décrites dans la section 2. Le modèle testé, la méthode utilisée et les résultats des estimations font l'objet de la section 3. La section 4 est consacrée à la conclusion de cette recherche.

2. Revue de la littérature

Le capital social a longtemps été l'oubliée de la littérature relative à l'entrepreneuriat. Cependant, on observe depuis plus d'une décennie un renouveau de la littérature qui fait la part belle au capital social (Cohen et Fields, 1998 ; Landry et *al.*, 2000 ; Arrègle et *al.*, 2004 ; Ellis, 2011). Cette revue de littérature présente le lien entre le capital social et la survie des entreprises.

La compréhension du rôle joué par le capital social sur la pérennité des PME passe par une analyse approfondie de sa contribution. Plusieurs voies peuvent être explorées à cet égard.

La diffusion du concept de capital social, outre la compréhension des dynamiques communautaristes qui sous-tendent le développement, participe de la nécessité de trouver des facteurs explicatifs complémentaires au capital physique et à l'innovation technologique. Dans ce sens, et dans un contexte de décroissance des rendements du capital physique et la prise de conscience croissante du rôle du partage du savoir dans l'innovation, le concept de capital social a rapidement irradié la littérature relative à l'entrepreneuriat. Selon Landry et *al.* (2000), l'avènement des nouvelles technologies de l'information et de la communication a rendu le savoir jadis codifié, accessible à tous. Il vient donc que dans cette société du savoir, l'innovation dans les produits et services requière la combinaison de plusieurs formes de connaissances détenues par diverses catégories d'acteurs. Dans ce sens, le capital social permet un partage de connaissances via la mise en réseau de manière directe ou indirecte de divers acteurs. A cet effet, Lengrand et Chatrie (1999) soutiennent que la productivité n'est plus la résultante d'une simple combinaison d'opérations, mais plus encore et surtout une productivité systémique des relations. Dans la mesure où la survie d'une entreprise dépend de sa capacité à maintenir un niveau de productivité compétitif (Reid, 1991), le capital social devient donc un facteur indispensable à la pérennité des entreprises. Dans la même lignée, Powell et Grodal, (2005) soutiennent que les entreprises évoluent dans un environnement d'innovations technologiques qui repoussent sans cesse les frontières de la connaissance. Dans un tel contexte, la survie d'une entreprise dépend de sa capacité à se situer sur la frontière technologique. Or les recherches scientifiques de grande échelle sont généralement menées dans un contexte collégial, multidisciplinaire marqué par la collaboration entre diverses entités et composantes. Le capital social, sous la forme du réseau relationnel facilite ainsi, le partage d'informations, la co-émulation et la découverte de procédés nouveaux conférant un avantage concurrentiel à l'entreprise.

Dans le même ordre d'idées, la spécialisation accrue rend difficile l'internalisation de toutes les activités nécessaires à la production. Il devient donc impératif pour les entreprises de développer un réseau étendu de relations de manière à optimiser leur processus de production et se maintenir à long terme sur le marché.

Par ailleurs, la survie d'une entreprise dépend de sa capacité à se créer des opportunités et à développer de nouveaux partenariats (Holmes et Schmidt, 1990 ; Reid, 1991). Dans ce sens, le capital social, sous la forme de la confiance entre acteurs facilite les échanges, la création et le développement de partenariats stratégiques. En effet, la création et la valorisation des carnets d'adresses permet aux entreprises de nouer avec d'autres acteurs du marché (clients, fournisseurs) des partenariats de long terme qui dans certains cas permettent d'obtenir une position dominante sur le marché. Le capital social permet également de faire la publicité ou la promotion des biens produits par les entreprises. De manière formelle, des partenariats et contrats publicitaires peuvent être signés et mis en œuvre à moindre coût. De manière plus informelle, la publicité ou la promotion d'un bien peut se faire par le bouche à oreille. Dans ce sens, les entrepreneurs qui ont un réseau relationnel dense ont un avantage concurrentiel conséquent. Il s'en suit une probabilité de survie plus élevée.

Dans un tout autre sens, le capital social permet de mobiliser des financements indispensables à la modernisation de l'appareil de production et à l'extension de la structure. Cela peut se faire par le recours aux associations ou réseaux d'associations (tontines notamment), la famille élargie ou la famille restreinte. Ce rôle du capital social peut revêtir une importance particulière dans un contexte Africain en général et camerounais en particulier Cette forme de capital social, notamment familiale est mise en exergue dans une littérature récente, marquée par la faiblesse du taux de bancarisation et la difficulté d'accès au crédit bancaire.

A ce sujet, les études interrogent la performance des firmes familiales par rapport aux firmes non familiales (Anderson et Reeb, 2003 ; Arrègle et *al.*, 2004). Dans ce sens, les analyses s'intéressent au rôle spécifique du capital social familial. Selon Durand et Vargas (2003) qui appliquent la théorie de l'agence au cas des entreprises familiales, la confusion entre principal et agent peut dans certain cas être un gage de bonne gouvernance et de survie de l'entreprise. En effet, les acteurs familiaux sont dans le même bateau et n'ont pas intérêt à agir contre ce qui représente leur patrimoine (Arrègle et *al.*, 2004). Cependant, cette approche par la théorie de l'agence est remise en cause dans la mesure où le postulat d'efficience des marchés du travail et des capitaux est remis en cause dans le cas des entreprises familiales (Gomez-Mejia

et *al.*, 2001). En effet, ces entreprises utilisent des modes de financement hétérodoxes (mobilisation des ressources hors secteur bancaire). Face à ces limites, la valeur explicative du capital social réside dans la mise en lumière d'un ensemble de spécificités de la famille ou du réseau familial favorable à la gouvernance de l'entreprise et à sa pérennité.

Ainsi, l'efficacité de la prise de décision, la réputation de la famille et l'attention portée à la marque (généralement le nom de la famille) sont la résultante d'une interaction entre le capital social familial (réseau familial) et l'entreprise. Selon Arrègle et al. (2004), Mignon (2000), la famille est une structure sociale régie par des normes et habitudes conçues pour prendre soin des besoins de ses membres. Dans ce sens, elle maintient une cohésion au sein du groupe et gère les conflits selon des normes fortement marquées par l'émotion et l'affection. Par ailleurs, le risque de marginalisation contraint chaque membre à s'insérer dans la dynamique de groupe et à mettre les intérêts de la famille au centre de ses préoccupations. De la sorte, la survie de l'entreprise est indissociable de la survie de la famille. C'est cette consubstantialité qui semble donc donner aux entreprises familiales un avantage concurrentiel et de fait une probabilité de survie plus élevée. Cependant, il n'est pas à exclure qu'une gestion familiale soit à même de développer des pratiques informelles (confusion du portefeuille de l'entreprise avec son portefeuille personnel) qui sont contraires à la bonne gouvernance et réduisent l'espérance de vie de l'entreprise.

Sur le plan empirique, Bekele et Workul (2008) montrent que le capital social joue un rôle crucial pour la survie à long terme des entreprises. Sur la base d'un échantillon de 500 PME éthiopiennes observées pendant six ans, Bekele et Workul remarquent que les PME éthiopiennes sans capital social sont 3,25 fois plus exposées au risque de mortalité par rapport aux autres. Les conclusions de l'étude menée par Allen et *al.* (2006) portant sur l'impact du capital social sur l'efficacité et la survie des PME sont encore plus intéressantes. Ces auteurs montrent qu'il y a un lien positif et significatif entre l'accès au capital social et la viabilité des PME à long terme.

3. Typologie du capital social et la longévité des entreprises au Cameroun

Il est question dans le cadre de cette section de présenter quelques faits stylisés de la relation entre le capital social et la longévité des entreprises au Cameroun. Dans un premier temps, il s'agit de présenter les différentes déclinaisons du capital social tel qu'observé au sein des petites et moyennes entreprises au Cameroun. Dans un second temps il est question de voir

quelles sont les déclinaisons du capital social qui sont corrélées à une plus grande longévité des entreprises.

3.1 Les différentes déclinaisons du capital social par secteur d'activité au Cameroun

Dans le cadre de cette analyse, le capital social est conçu comme l'ensemble des réseaux relationnels, régis par des normes de confiance et de réciprocité, qui peuvent être mobilisés à des fins d'utilité sociale. Ainsi, toutes les relations de type amical ou familial, directes ou indirectes sont considérées comme étant du capital social. L'enquête menée par le CEREG au cours de la première moitié de l'année 2011 révèle trois déclinaisons du capital social en usage auprès des petites et moyennes entreprises du Cameroun. Ces différentes déclinaisons correspondent à diverses phases ou composantes du quotidien des entreprises. Ainsi, les entreprises mobilisent le capital social lors du processus de recrutement des employés, au sein de l'entreprise au quotidien et à travers la relation entre les dirigeants et les actionnaires.

Lors du processus de recrutement, les entreprises choisissent entre lancer des appels à candidature, faire recours directement à la main-d'œuvre familiale ou encore faire usage des recommandations des amis. La question qui est posée est la suivante : « Quel a été le principal mode de recrutement de votre personnel ? ». Les statistiques descriptives de la réponse sont données dans le tableau I. A ce niveau, le recours au capital social est capté par l'usage de la main d'œuvre familiale ou des recommandations d'amis lors du processus de recrutement.

Tableau I : Mode de recrutement de la main-d'œuvre

Mode de recrutement	Observations	Fréquences
Appel à candidature	81	38.21
Recours à la main-d'œuvre familiale	57	26.89
Recommandation d'un ami	66	31.13
Autre	8	3.77
Total	212	100

Source : Enquête CEREG (2011)

Au quotidien de l'entreprise, le capital social est mesuré par le type de relations entretenues entre le dirigeant et les employés. La question posée est la suivante : « Existe il des liens particuliers (amicaux, familiaux, réseau sociaux, ressortissants d'une même région) entre le dirigeant et les employés ? ». Les statistiques descriptives de la réponse sont données dans le tableau II.

Tableau II : Existence de liens entre le dirigeant et les employés

Mode de recrutement	Observations	Fréquence
Liens entre dirigeant et employés	169	36.94
Absence de liens	99	63.06
Total	268	100

Source : Enquête CEREG (2011)

La troisième déclinaison du capital social révélée par l'enquête renvoie à la relation entre les dirigeants et les actionnaires. De manière précise, il s'agit de voir si le dirigeant et les actionnaires sont issus de la même région. La question posée est la suivante : « le dirigeant et les principaux actionnaires sont-ils issus de la même région ? » Les statistiques descriptives y relatives sont données dans le tableau III.

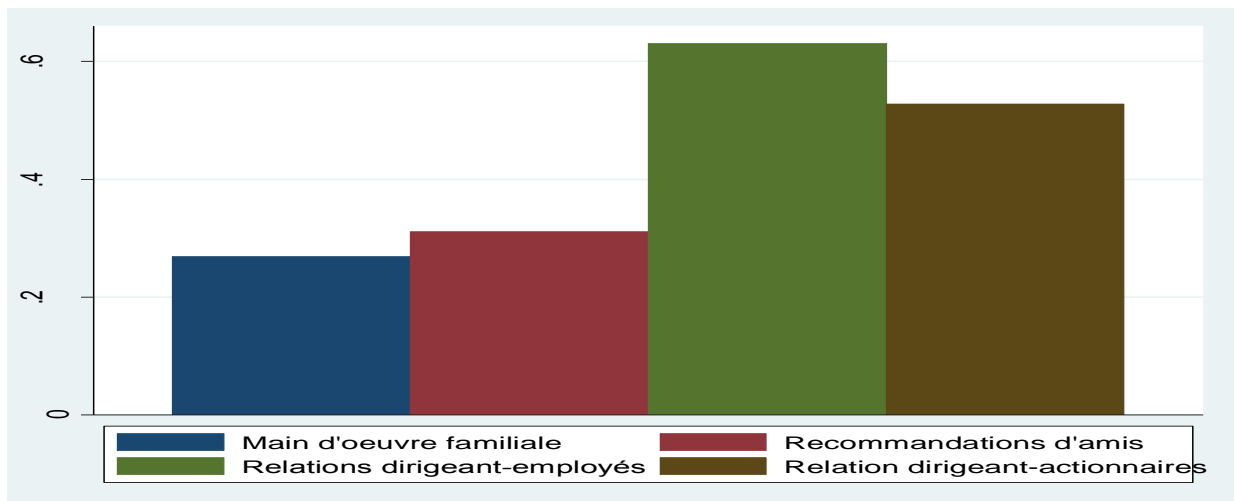
Tableau III : Existence de relations familiales entre dirigeants et actionnaires

	Observations	Fréquence
Dirigeants et actionnaires sont issus de la même région	67	47.24
Dirigeants et actionnaires sont issus de régions différentes	60	52.76
Total	127	100

Source : Enquête CEREG (2011)

Ces différentes déclinaisons du capital social sont synthétisées dans le graphique I. Ce graphique présente les différentes déclinaisons du capital social et permet d'effectuer des comparaisons. Le graphique I présente une vision comparée des différents usages du capital social au sein des entreprises. Il s'agit notamment de l'usage du capital social lors du processus de recrutement, au sein de l'entreprise et au niveau de la relation entre le dirigeant et les principaux actionnaires.

Graphique I : Les différentes déclinaisons du capital social au sein des micros entreprises au Cameroun

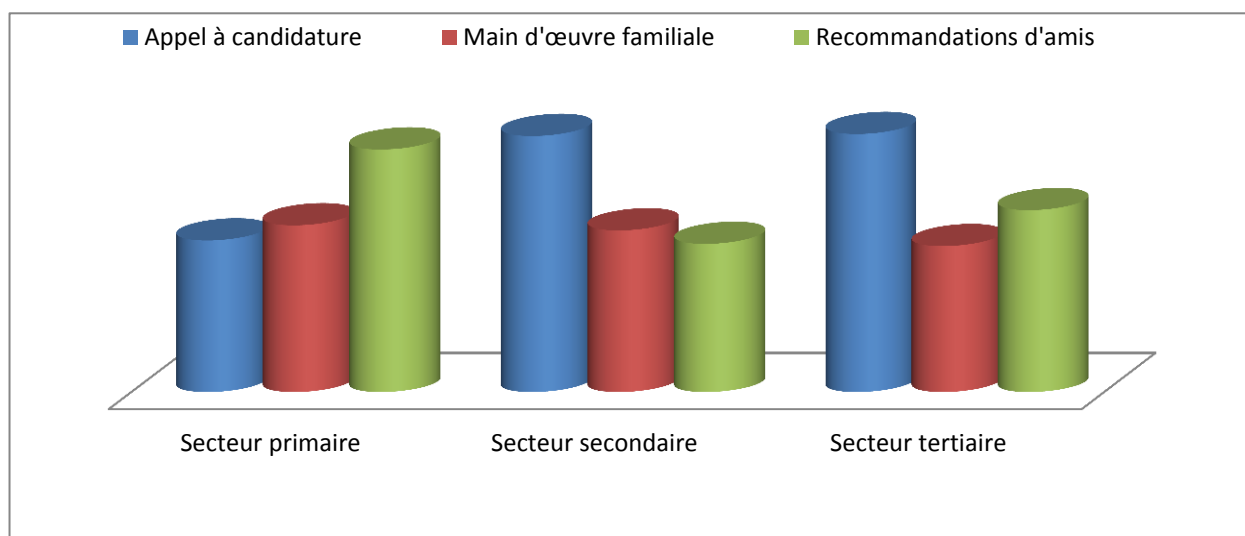


Sources : Auteurs, données brutes enquêtes CEREG 2011

Ce graphique montre que les entreprises dans lesquelles il existe des relations (amicales, familiales, réseau social) entre employeurs et employés sont les plus nombreuses. Par ailleurs, les entreprises faisant recours à la main-d'œuvre familiale sont en moyenne les moins nombreuses.

Une désagrégation des données par secteurs d'activités permet d'avoir une vision plus claire de ces différentes déclinaisons. Le graphique II présente les différents modes de recrutement par secteur d'activité. Il s'agit principalement de comparer l'usage des relations familiales et des relations amicales par secteurs d'activités. Cette figure montre que la situation est très variée selon les secteurs. Au niveau du secteur primaire, l'usage du capital social est prédominant. Ainsi, les entreprises du secteur agricole font essentiellement usage des relations familiales et amicales lors du recrutement de la main d'œuvre. Dans le secteur secondaire, à la différence du secteur primaire, le capital social semble jouer un rôle moins important.

Graphique II : Usage du capital social dans le mode de recrutement par secteur d'activité

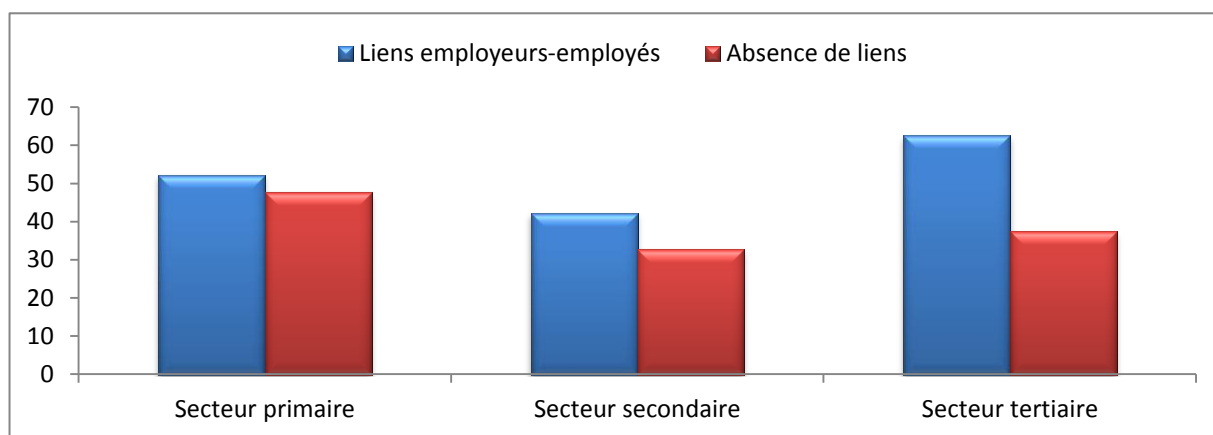


Source : Auteurs, données brutes enquêtes CEREG (2011)

En effet, les entreprises du secteur secondaire font usage en prédilection (de manière préférentielle) des appels à candidature dans le processus de recrutement. Dans le secteur tertiaire les recrutements se font essentiellement par appel à candidature et par recommandation des amis.

Le graphique III met en évidence les relations entre employeurs et employés au sein des entreprises et par secteurs d'activités.

Graphique III: Relation employeur-employés par secteur d'activité



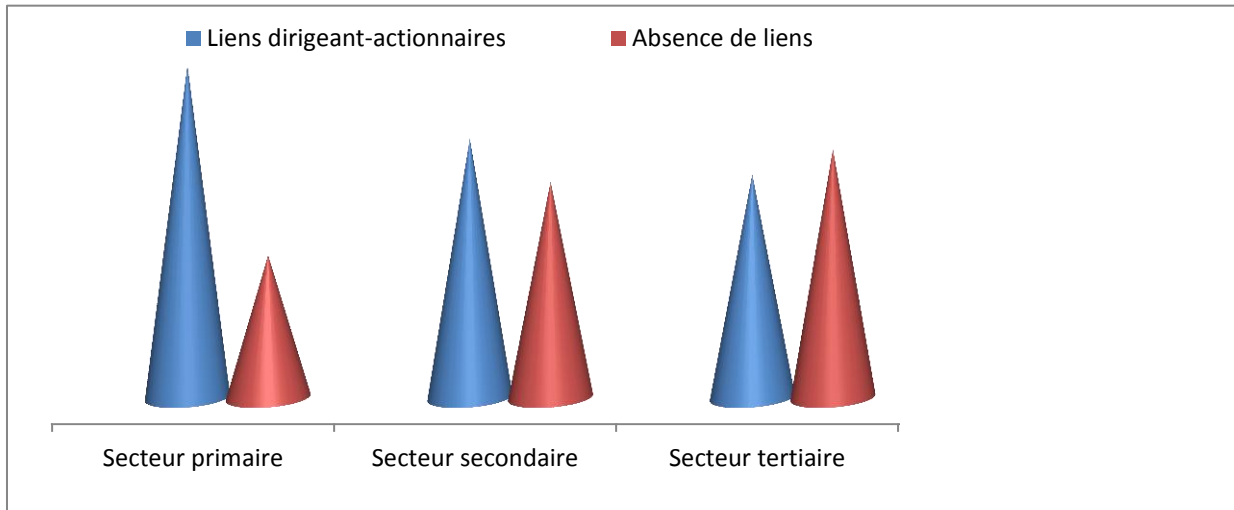
Source : Auteurs, données brutes enquêtes CEREG (2011)

Le graphique III montre que quel que soit le secteur d'activité, les relations qui lient les employeurs et les employés au sein de l'entreprise sont surtout de type amical ou familial.

Enfin le graphique IV représente la relation entre les dirigeants et les actionnaires principaux par secteurs d'activités. Il est question de comparer par secteur d'activité le nombre

d'entreprises dans lesquelles le dirigeant et les actionnaires principaux sont issus de la même région.

Graphique IV: Relation dirigeant-actionnaire par secteur d'activités



Source : Auteurs, données brutes enquêtes CEREQ (2011)

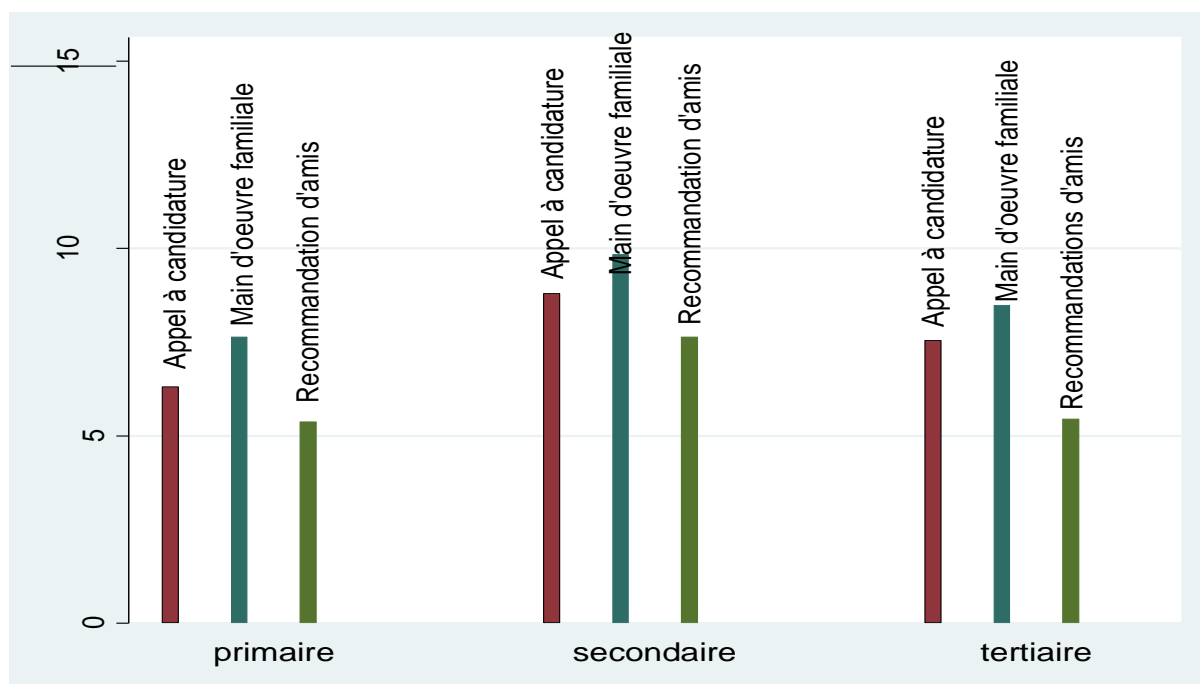
Le graphique IV montre que les entreprises dans lesquelles le dirigeant principal et les principaux actionnaires sont issus de la même région sont plus nombreuses dans le secteur primaire et le secteur secondaire. Cependant ce type d'évidence n'est pas observé dans le secteur tertiaire.

3.2 Prédominance du Capital social familial sur la durée d'activité des entreprises au Cameroun

L'objectif principal de cette sous-section est de mettre en évidence la corrélation entre les différentes déclinaisons du capital social et la durée d'activité des entreprises. Le graphique V représente la relation entre les divers modes de recrutement de la main-d'œuvre et la durée d'activité des entreprises.

Le graphique V montre que les entreprises qui présentent la longévité la plus importante sont celles qui font usage essentiellement du capital social familial (main d'œuvre familiale). Ce résultat tient quel que soit le secteur d'activité. Par ailleurs, ce graphique montre que quel que soit le secteur d'activité, l'usage de recommandations d'amis ne semble pas être favorable à la longévité des entreprises.

Graphique V : Mode de recrutement de la main d'œuvre et durée d'activité des entreprises

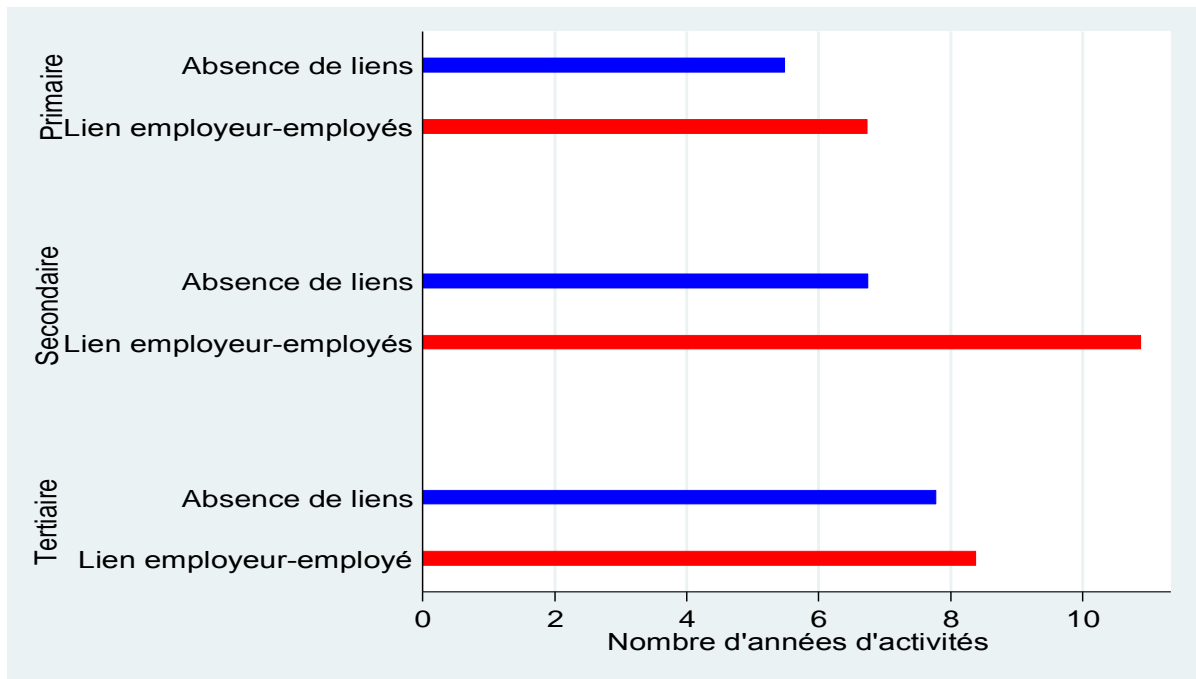


Source : Auteurs, données brutes enquêtes CEREQ (2011)

Le graphique VI présente la relation entre le capital social au sein de l'entreprise et la durée d'activité de cette dernière. Cette relation est déclinée en fonction des divers secteurs d'activités (secteur primaire, secteur secondaire, secteur tertiaire).

Ce graphique présente une faible hétérogénéité selon les secteurs d'activités. En effet, les entreprises dans lesquelles les relations entre employeur et employé sont de type amical ou familial présentent la plus grande longévité. Dans le même temps, le secteur secondaire est celui dans lequel la durée d'activité est la plus longue.

Graphique VI : Capital social au sein de l’entreprise et nombre d’années d’activités par secteur.

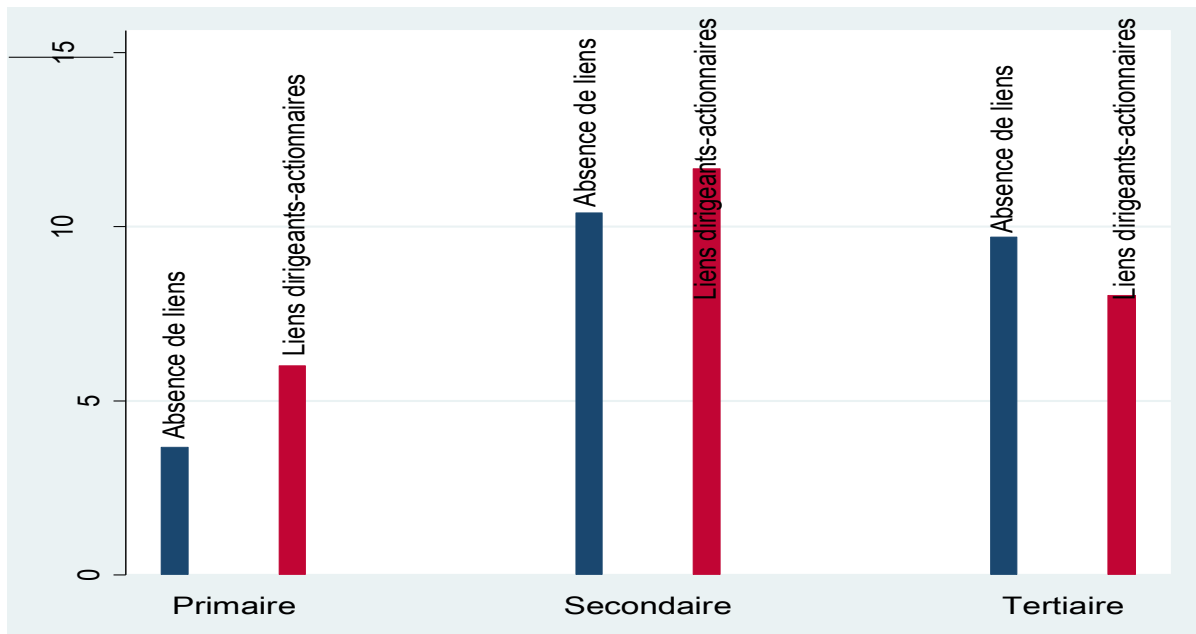


Source : Auteurs, données brutes enquêtes CEREQ (2011)

Le graphique VII met en évidence la relation entre la durée d’activité des entreprises et la nature du relationnel entre les dirigeants et les principaux actionnaires. De manière spécifique, il s’agit de voir si les entreprises dans lesquelles le dirigeant principal et les principaux actionnaires sont issus de la même région, connaissent une plus grande longévité. En effet, comme le soutiennent Durand et Vargas (2003), le fait que le dirigeant et les actionnaires soient issus de la même famille peut permettre de confondre le principal et l’agent. De la sorte, il y a réduction de l’asymétrie d’informations et amélioration de la gouvernance. Il s’en suit de fait une plus grande longévité de l’entreprise.

Le graphique VII montre que les entreprises dans lesquelles le dirigeant et les actionnaires principaux sont issus de la même région connaissent une plus grande longévité dans le secteur primaire et dans le secteur secondaire. Par contre, dans le secteur tertiaire, les entreprises dans lesquelles il existe une relation familiale entre dirigeants et actionnaires connaissent une longévité moindre que celles dans lesquelles une telle relation est inexistante. Ainsi, la thèse de Durand et Vargas (2003) est partiellement corroborée, même s’il ne s’agit que de simples corrélations.

Graphique VII : Nombre d'années d'activités et relations dirigeants-actionnaire



Source : Auteurs, données brutes enquêtes CEREG (2011)

4. Contribution non avérée du capital social sur la longévité des entreprises au Cameroun

La mise en évidence empirique du rôle du capital social sur la survie des PME, utilise des données de l'enquête sur le capital social et l'entrepreneuriat au Cameroun. Cette enquête a été menée par le centre de recherche en économie et gestion (CEREG) de l'université de Yaoundé 2. L'unité d'analyse est la petite et moyenne entreprise qui est définie comme une unité de production formelle localisable à un endroit fixe et permanent et dont le potentiel d'emploi et la surface financière sont relativement faibles. Les PME ont été sélectionnées sur la base du fichier national des PME produit par l'Institut National de la Statistique (INS) du Cameroun. Un effectif de 300 PME a répondu au questionnaire sur une population de 400 entreprises ciblées. La technique de sondage aléatoire par quotas a permis de tenir compte de la représentativité de chaque région dans la population des PME camerounaises lors des enquêtes. L'échantillon définitif de l'enquête est réparti sur cinq provinces : le centre (34.03%), le littoral (52.43%), le nord-ouest (3.82%), l'ouest (5.90%) et l'Adamaoua (3.82%). Les entreprises enquêtées tiennent compte de tous les secteurs économiques. En proportion, le secteur tertiaire représente 56,2%, le secteur secondaire 24,8% et le secteur primaire 19,0%. Le questionnaire a été administré directement auprès des dirigeants des PME.

Une fois la méthode de collecte des données présentée, il importe de spécifier l'équation de survie des entreprises au Cameroun.

Selon Reid (1991), la survie des petites et moyennes entreprises est gouvernée par trois facteurs majeurs : des facteurs liés au marché, des facteurs financiers et des facteurs relatifs au cycle de vie. Au rang des facteurs liés au marché, on compte la diversification de la production, le degré de différenciation des produits, l'intensité de la compétition, la publicité et l'échelle des ventes. Parmi les facteurs financiers, on insiste essentiellement sur le ratio de la dette sur les actifs et le cash-flow. Enfin, au rang des facteurs relatifs au cycle de vie, on fait appel à la période, au contexte économique prévalant au moment de la création de l'entreprise et la taille de l'entreprise. De la sorte, le modèle économétrique peut s'écrire comme suit :

$$Survie_i = \alpha_0 + \alpha_1 M_i + \alpha_2 F_i + \alpha_3 CV_i + \varepsilon_i \quad (1)$$

Dans l'équation (1) la survie de l'entreprise i est expliquée par les facteurs liés au marché M , les facteurs financiers F et les facteurs liés au cycle de vie CV .

Dans les travaux de Reid (1991, op.cit.), la survie de l'entreprise est mesurée par la capacité de maintenir un profit net positif au bout de trois années d'existence. Il se trouve cependant que cette variable est difficilement observable sans erreur dans le cas des pays africains en général et au Cameroun en particulier. Deux raisons justifient cet état de fait. La première est qu'une frange importante des petites et moyennes entreprises n'a pas une comptabilité moderne (informatisée notamment). La seconde est que, quand bien même elles ont une comptabilité moderne, elles considèrent les informations relatives au profit comme étant stratégiques. Ces informations sont par conséquent difficiles d'accès. Une autre approche consiste à saisir la survie des entreprises comme la probabilité pour une entreprise de continuer son activité au-delà d'une période t sachant qu'elle est restée en activité jusqu'à t . Cette approche est également difficile à implémenter sur données camerounaises. En effet, les données sur le taux de faillite des petites et moyennes entreprises et, de fait, sur leur espérance de vie sont quasi inexistantes.

Pour contourner cette difficulté dans le cadre de notre travail, nous utilisons la notion plus restreinte de « longévité ». La survie est donc appréhendée par la longévité de l'entreprise. Cette longévité est mesurée comme le nombre d'années d'activités de l'entreprise à la date de l'enquête. Dans la mesure où cette variable est continue, le modèle est estimé par les moindres carrés ordinaires. Cependant dans le but de prendre en compte l'endogénéité du capital social, il est fait usage du modèle de traitement d'effets. Généralement, dans une régression classique par les doubles moindres carrés, l'équation de première étape (équation d'instrumentation) est

estimée par les moindres carrés ordinaires. Or, la variable de traitement (le capital social) est discrète et binaire. Ainsi la méthode d'estimation de l'équation de première étape n'est pas adéquate. L'usage du modèle de traitement d'effets permet d'avoir une spécification Probit en première étape et, donc, de faire usage du maximum de vraisemblance. La spécification définitive du modèle est la suivante.

$$Survie_i = \alpha_0 + \alpha_1 Age_i + \alpha_2 Age2_i + \alpha_3 sex_i + \alpha_4 edu_i + \alpha_5 exp_i + \alpha_6 fme_i + \alpha_7 crce_i + \beta CS_i + \varepsilon_i \quad (2)$$

Avec CS qui est une mesure du capital social, Age est l'âge du dirigeant de l'entreprise i, Sex est le sexe du dirigeant, edu est le vecteur du niveau d'éducation du dirigeant au moment de la création de l'entreprise, exp est une variable binaire qui prends la valeur 1 si le dirigeant est doté d'une expérience en entreprise et 0 sinon, fme est une variable binaire qui prend la valeur 1 si le dirigeant est formé aux métiers de l'entreprise et 0 sinon ; crce prends la valeur 1 si la concurrence est jugée forte et 0 sinon ; CS est le vecteur du capital social qui comprends les trois déclinaisons présentées dans l'analyse statistique.

Les statistiques descriptives des variables utilisées dans la régression sont données dans le tableau IV.

Tableau IV : Statistiques descriptives

Variable	Observation	Moyenne	Ecart-type	Min	Max
Durée d'activité	146	6.82191	5.09588	0	1
Capital social global –recrutement	146	0.58904	0.49370	0	1
Relation employeur-employé	138	0.57971	0.49540	0	1
Capital social familial-recrutement	146	0.26712	0.44398	0	1
Capital social amical-recrutement	146	0.32191	0.46882	0	1
Age du dirigeant	146	39.6232	9.73875	20	70
Age du dirigeant au carré	146	1664.19	857.221	400	4900
Sexe du dirigeant	146	0.82876	0.37800	0	1
Education primaire-éducation	146	0.07534	0.26485	0	1
Education 1er cycle technique-crétion	146	0.04794	0.21438	0	1
Education 1er cycle général-crétion	146	0.06849	0.25345	0	1
Education 2ieme cycle technique-crétion	146	0.11643	0.32185	0	1
Education 2ieme cycle général-crétion	146	0.16438	0.37189	0	1
Education supérieure	146	0.52739	0.50096	0	1
Nombre d'années d'études du dirigeant	146	15.2123	3.92025	7	24
Expérience en entreprise	146	1.36986	0.48442	0	1
Formation au métier de l'entreprise	146	0.55479	0.49869	0	1
Concurrence	146	0.95205	0.21438	0	1

5. Résultats

Le tableau V (en annexe) présente les résultats de l'estimation des effets du capital social sur la survie des entreprises au Cameroun. La méthode d'estimation est celle des moindres carrés ordinaires. L'estimation est contrôlée du secteur d'activité et des effets fixe région. La survie

est mesurée par la durée d'activité des entreprises. Le capital social quant à lui est mesuré comme la nature du réseau relationnel mobilisé respectivement lors du processus de recrutement, au sein de l'entreprise et au niveau de la relation entre dirigeants et actionnaires.

Les résultats obtenus montrent que quel que soit la mesure utilisée, il n'existe pas d'effet significatif du capital social sur la survie des entreprises. La survie des entreprises est plutôt positivement et significativement affectée par l'âge du dirigeant et, surtout, l'expérience du dirigeant. De manière spécifique, par rapport au fait de ne pas avoir d'expérience en entreprise, la durée d'activité des entreprises augmente de 2.40% en moyenne lorsqu'elles ont à leur tête un dirigeant expérimenté. Ce résultat confirme les résultats trouvés par Moati et *al.* (2000), Storey (1994) et Papadaki et Chami (2002). Selon ces auteurs, les caractéristiques personnelles de l'entrepreneur sont parfois évoquées pour justifier la survie des entreprises, et plus particulièrement pour les plus jeunes d'entre elles. A partir de données issues de l'enquête SINE (Système d'Information sur les Nouvelles Entreprises) de l'INSEE, qui porte sur des cohortes de nouvelles entreprises interrogées au moment de la création puis à intervalles réguliers, Moati et *al.* (2000) ont mis en évidence que le fait d'avoir été, avant la création, actif, cadre ou créateur d'entreprise, d'avoir exercé son activité antérieure dans un autre secteur, est associé à une forte survie. L'enquête de Storey (1994) auprès de 150 entreprises de moins de sept ans d'existence dans le comté de Claveland en Grande-Bretagne confirme l'influence positive, sur la survie, du statut d'actif avant la création. Elle révèle également que les créateurs les plus jeunes et les plus âgés sont les moins susceptibles de connaître une forte survie. Enfin, l'étude réalisée par Papadaki et Chami (2002) sur un échantillon de 1 337 microentreprises canadiennes (issu d'une enquête auprès de 1 500 micro-entreprises) fait ressortir la forte incidence du niveau de scolarité de l'entrepreneur sur la survie de l'entreprise.

Le Tableau VI quant à lui présente les résultats des effets du capital social sur la survie, lorsqu'est prise en compte l'endogénéité du capital social. Le capital social est instrumenté par une variable muette qui prend la valeur 1 lorsque l'un des parents ou membre de l'entreprise est entrepreneur et 0 dans le cas contraire. Comme cela peut être observé au niveau de l'équation de première étape (TableauVII), cette variable est significativement corrélée aux différentes variables du capital social. Par ailleurs, elle n'explique pas théoriquement la survie des entreprises. Elle est donc exogène au modèle. A ce niveau, les résultats obtenus précédemment sont confirmés. Le capital social n'influence pas significativement la survie des entreprises au Cameroun. Ce résultat est contraire aux résultats

de plusieurs études qui mettent en lumière l'effet positif et significatif du capital social sur la survie des entreprises (Bekele et Workul, 2008 ; Allen et *al.*, 2006 ; etc.). Toutefois, ce résultat reste discutable à deux points de vue. Premièrement, nous avons mis en évidence la relation directe entre le capital social et la survie des entreprises. Or le capital social est susceptible d'influencer indirectement la survie des entreprises via un certain nombre des variables de contrôles notamment l'accès au crédit bancaire (Allen et *al.*, 2006 ; Loane et Bell, 2006), la gestion du risque et les opportunités de profit (Holmes et *al.*, 2010 ; Ellis, 2011). Au Cameroun comme dans la plupart des pays africains, le contexte de l'environnement des affaires est caractérisé par une forte asymétrie d'information. De ce fait, le capital social est usité indirectement pour gagner les marchés, obtenir le crédit bancaire de moyen et long terme, ce qui a pour vocation de pérenniser les activités de l'entreprise. Deuxièmement, l'échantillon des 300 entreprises étudiées n'est pas une cohorte de nouvelles entreprises interrogées au moment de la création puis à intervalles réguliers, ce qui pourrait justifier ce résultat.

6. Conclusion

La survie à moyen et long terme de la petite et moyenne entreprise revêt une importance capitale aussi bien pour la pérennité des emplois que pour la compétitivité générale de l'économie. La présente étude met en évidence l'influence du capital social sur la survie des entreprises au Cameroun. A cet effet, la survie est captée par le nombre d'années d'activité des entreprises. Le capital social quant à lui est mesuré par la mobilisation du réseau relationnel au niveau du processus du recrutement, au quotidien au sein de l'entreprise et au niveau des rapports entre dirigeants et actionnaires. En guise de méthodologie, il est fait recours respectivement à la méthode des moindres carrés ordinaires et au modèle de traitement d'effets. Cependant, quelques faits stylisés sont au préalable présentés de manière à mettre en évidence quelques corrélations entre le capital social et la survie des entreprises.

Ces différents faits stylisés montrent que les entreprises qui connaissent la plus grande longévité sont celles qui mobilisent essentiellement la main-d'œuvre familiale lors du processus de recrutement ou dans lesquelles la relation entre employeur et employés est de type amical ou familial. Les résultats des estimations quant à eux, fournissent l'évidence d'un effet non significatif du capital social sur la survie des entreprises au Cameroun. Par ailleurs, les estimations montrent que la survie des entreprises est essentiellement expliquée par l'âge du dirigeant et l'expérience d'entreprise du dirigeant. Les résultats obtenus sont robustes aux

différentes mesures du capital social. Au total, la survie des entreprises au Cameroun est principalement expliquée par l'âge et l'expérience du dirigeant.

Au regard de nos observations empiriques, des améliorations en termes de mesures gouvernementales ou de pratiques des entrepreneurs susceptibles d'améliorer les performances des PME camerounaises sont nécessaires et peuvent s'articuler autour des points suivants :

- Restructurer les réseaux d'affaires des entreprises camerounaises afin qu'elles profitent effectivement à leur survie.
- Recourir aux critères objectifs (formation, qualification, expérience, etc.) qu'à ceux subjectifs (liens familiaux et ethniques) lors de la recherche de la main d'œuvre.
- Recourir aux critères objectifs lors du recrutement de la main d'œuvre au sein des réseaux familiaux ou ethniques.

Références Bibliographiques

- Aldrich, H, Elam, A. (1995), 'Strong ties, weak ties, and strangers: Do women owners differ from men in their use of networking to obtain assistance', The Small Business Foundation of America. Working paper 4, october.
- Allen B., E. Marco, S. Frame, and M. Nathan, (2006), "Debt Maturity, risk, and Asymmetric information", Finance and Economics, Discussion series 2004-60, The Federal Reserve System, U.S.A.
- Anderson, R. C. et D. M. Reeb. (2003), 'Founding-Family Ownership and Firm Performance: Evidence from the S&P 500', *Journal of Finance*, 58(3): 1301-1329.
- Arrègle, J.L, R. Durand et P. Very (2004), 'Origine du Capital Social et Avantage des Firmes Concurrentielles', *Management*, 7(1) :13-36
- Batjargal, B. (2005), 'Internet Entrepreneurship: Network and Performance of Internet Venture in China', The William Davidson Institute Working Paper N° 753, Michigan, USA.
- Batjargal, B. et M. Liu (2001), 'Entrepreneurs' Access to Private Equity in China: The Role of Social Capital', *Organization Science* 15 (2): 159-172.
- Bekele S. and Z. Worku, (2008), "Factors that affect the long-term survival of Micro, Small and Medium Enterprises in Ethiopia", in *South African Journal of Economics*, 76(3): 548-568.
- Bourdieu, P. (1980), "Le Capital Social. Notes Provisoires", *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, 3, 2-3.
- Bruderl J., Preisendorfer P., R. Ziegler (1992), "Survival Chances of Newly Founded Business Organization", *American Sociological Review*, 57: 227-242.
- Burt, R.S. (1992), *Structural Holes. The social Structure of Competition*, Cambridge (Mas), Harvard Press.
- Cohen, S.S. et Fields, G. (1998), 'Social Capital and Capital Gains or Virtual Bowling in Silicon Valley', Working Paper 132, Berkeley Roundtable on the International Economy.
- Coleman, J. (1988), "Social Capital in the Creation of Human Capital", *American Journal of Sociology*, 14(94): 95-120.
- Coleman, J. (1990), "*Foundations of Social Theory*", Cambridge, MA, Belknap Press of Harvard University Press.
- Coleman, J. (2000). 'Social Capital in The Creation Of Human Capital', 13-39 In Dasgupta, P. And Serageldin I. Ed., *Social Capital : A Multifaceted Perspective*, Washington, D.C. The World Bank.
- Coviello, N. et Munro, H. (1997), 'Network relationships and the Internationalization process of small software firms', *International Business Review*, 6(4): 361-386.
- Cressy R. (1996), "Are Business Startups Debt-Rationed ?", *Economic Journal*, 106 (438): 1253-1270.
- Dorantes, A et K. Mundra (2004), "Social Network and Earning of Mexican Migrants", Department of Economic, San Diego University State, CA 92182-4485.
- Durand, R. et V. Vargas. (2003), 'Ownership, Organization, and Private Firm's Efficient Use of Resources', *Strategic Management Journal*, 23(7): 667-676.
- Durlauf, S.N et Fafchamps, M. (2004), "*Social Capital*", NBER Working Papers N°10485, Cambridge, Massachusset.
- Durlauf, S.N. (2002), "On the Empiric of Social Capital", *Economic Journal, Royal Economic Society*, 112: 459-479.
- Ellis, P.D. (2011), 'Social Ties and International Entrepreneurship: Opportunities and Constrains Affecting Firm Internationalization', *Journal of International Business Studies*, 42: 99-127.
- Gomez-Mejia, L. R, M. Nunez-Nickel et I. Gutierrez. (2001), ' The Role of Family Ties in Agency Contracts', *Academy of Management Journal*, 44(1): 81-96.

- Granovetter, M. (1973), "The Strength of Weak Ties", *American Journal of Sociology*, 78: 1360–1380.
- Holmes, P., A. Hunt et I. Stone (2010) 'An analysis of new firm survival using a hazard function', *Applied Economics*, 42: 185–195.
- Holmes, T.J. et J.A. Schmitz. (1990), 'A theory of entrepreneurship and its application to the study of business transfers', *Journal of Political Economy* 98: 265-94.
- INS (2009), 'Recensement Général des Entreprises 2009', Document de Synthèse de l'Institut National de la Statistique du Cameroun.
- Judge, R. (2003), « Le capital social, Établir les fondements de la recherche et de l'élaboration de politiques », *Horizons*, 6 (3) : 7-12.
- Kamdem, E. (2002), 'Management et inter-culturalité en Afrique. Expérience camerounaise' L'Harmattan.
- Knack, S. and Keefer, P. (1997), "Does Social Capital Have an Economic Impact? A Cross-Country Investigation," *Quarterly Journal of Economics*, 112, 1252-1288.
- Labrie, Y. (2003), 'La Durée de Vie et la Probabilité de Survie des Petites Entreprises Issues d'un Programme de Démarrage : Le cas du Plan Paillé', Rapport de Recherche, Département des Sciences Economiques, Université de Montreal.
- Landry, L., Amara, N et Lamari, M. (2000), 'L'influence du Capital Social sur les Décisions d'Innovation des Entreprises Manufacturières' Document de Travail, Département de Science Politique, Université de Laval, Québec.
- Lengrand, L. et Chatrie, I. (1999), 'Business Networks And The Knowledge-Driven Economy', Brussels, European Commission.
- Lévesque, Maurice et Deena White. (1999), « Le concept de capital social et ses usages », *Lien social et politiques*, RIAC, printemps, p. 23-33.
- Loane, S. et J. Bell (2006), 'Rapid Internationalization among Entrepreneurial Firms in Australia, Canada, Ireland and New Zealand: An Extension to the Network Approach. *International Marketing Review*, 23(5): 467–485.
- Mignon, S. (2000), « La pérennité des entreprises familiales : un modèle alternatif à la création de valeur pour l'actionnaire ? », *Finance Contrôle Stratégie – 3(1) :169 - 196*.
- MINEPAT (2009), 'Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi', Ministère de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire.
- Moati P., S. Loire, E. Maincent et L. Pouquet (2000), *Vision prospective de l'évolution de l'entrepreneuriat, des formes diverses d'entrepreneuriat ou d'entreprises sur le territoire français dans les 10 ou 20 ans*, rapport CRÉDOC pour la DATAR, juin.
- Nahapiet, J. et S. Ghoshal (1998). "Social Capital, Intellectual Capital, and the Organizational Advantage." *The Academy of Management Review*, 23(2): 242-266.
- Nkakleu, R. (2007), 'Capital Social et Identification et Exploitation d'opportunités Entrepreneuriales en Contexte Camerounais', Paris, Actes du congrès de l'Académie de l'entrepreneuriat.
- Papadaki E., Chami B. (2002), *Les facteurs déterminants de la croissance des micro-entreprises au Canada*, Document de travail, juillet.
- Portes, A. (1998). 'Social Capital: Its Origins and Applications in Modern Sociology'. *Annual Review of Sociology*, 24.
- Powell, W. et S. Grodal (2005), 'Networks of Innovators', in Fagerberg, J., Mowery, D. C., Nelson, R. R. (eds.), *The Oxford Handbook of Innovation*, Oxford: Oxford University Press, 56-85.
- Putnam, Robert D. (1993), «The Prosperous Community », *The American Prospect* 4(13), March 21.
- Putnam, R. (2000), 'Bowling Alone: the Collapse and Revival of American Community', New York: Simon and Schuster.

- Reid, G.C. (1991), 'Staying in business ', *International Journal of Industrial Organization* 9, 545-56.
- Storey D.J. (1994), "New Firm Growth and Bank Financing", *Small Business Economics*, 6: 139-150.
- Teurlai, J-C (2004), 'Comment modéliser les déterminants de la survie et de la croissance des jeunes entreprises ?', Cahier de Recherche N° 197 du Centre de Recherche pour l'Étude et l'Observation des Conditions de Vie, Février.

Annexes

Tableau V : Estimation (MCO) des effets du capital social sur la survie des entreprises au Cameroun

Méthode d'estimation	(1)	(2)	(3)
	OLS	OLS	OLS
Variable dépendante	Durée d'activité	Durée d'activité	Durée d'activité
Capital social global -recrutement	-0.0343 (0.773)		
Capital social familial-recrutement		0.250 (0.970)	
Capital social amical-recrutement		-0.244 (0.957)	
Relation employeur-employé			1.042* (0.612)
Age du dirigeant	0.488* (0.272)	0.487* (0.271)	0.490* (0.266)
Age du dirigeant au carré	-0.00284 (0.00324)	-0.00284 (0.00324)	-0.00291 (0.00314)
Sexe du dirigeant	0.397 (0.973)	0.408 (0.967)	0.586 (0.922)
Education primaire-crédation	2.516 (2.087)	2.537 (2.093)	2.174 (2.092)
Education 1er cycle général-creation	0.541 (1.563)	0.605 (1.610)	2.219 (1.507)
Education 2ieme cycle technique-creation	0.0896 (1.324)	0.221 (1.353)	1.013 (1.508)
Education 2ieme cycle général-creation	1.851 (1.368)	1.910 (1.384)	2.155* (1.221)
Education universitaire-creation	1.122 (1.544)	1.302 (1.512)	1.290 (1.333)
Nombre d'années d'études du dirigeant	-0.0432 (0.161)	-0.0467 (0.157)	0.0124 (0.152)
Expérience en entreprise	2.408** (1.099)	2.349** (1.175)	2.263** (0.950)
Formation au métier de l'entreprise	0.311 (0.863)	0.394 (0.804)	0.222 (0.761)
Concurrence	0.941 (1.108)	0.901 (1.135)	0.164 (1.628)
Muette secteur secondaire	2.833*** (1.045)	2.809*** (1.035)	2.587*** (0.927)
Muette secteur tertiaire	0.660 (0.920)	0.624 (0.936)	0.859 (0.828)
Constant	-12.63* (6.708)	-12.54* (6.765)	-13.07** (5.653)
Muettes régionales	oui	oui	Oui
Observations	146	146	181
R-squared	0.383	0.384	0.351

Notes: Les écarts type des coefficients sont entre parenthèses, significativité, *** p<0.01, ** p<0.05, * p<0.1

Tableau VI: Effets du capital social sur la survie, prise en compte de l'endogénéité du capital social

	(1)	(2)	(3)	(4)
Méthode d'Estimation	TEM	TEM	TEM	TEM
Variable dépendante	Durée d'activité	Durée d'activité	Durée d'activité	Durée d'activité
Capital social global -recrutement		2.140 (3.711)		
Capital social familial-recrutement			1.372 (4.103)	
Capital social amical-recrutement				-1.289 (9.200)
Relation employeur-employé	6.073 (3.922)			
Age du dirigeant	0.371 (0.323)	0.606** (0.268)	0.603** (0.263)	0.597** (0.268)
Age du dirigeant au carré	-0.00179 (0.00358)	-0.00382 (0.00308)	-0.00392 (0.00302)	-0.00397 (0.00303)
Sexe du dirigeant	0.898 (1.204)	1.159 (1.058)	1.258 (1.028)	1.308 (1.112)
Education primaire-création	-1.103 (2.490)	-0.0927 (2.735)	0.253 (3.073)	0.984 (1.982)
Education 1er cycle technique-creation	-2.251 (2.197)	-1.714 (2.173)	-1.872 (2.842)	-1.519 (3.104)
Education 1er cycle général-creation	0.793 (1.739)	-1.883 (1.744)	-2.090 (2.044)	-1.960 (2.520)
Education 2ieme cycle technique-creation	-1.016 (1.397)	-1.375 (1.296)	-1.503 (1.344)	-1.472 (1.543)
Education 2ieme cycle général-creation	0.739 (1.288)	-0.319 (1.417)	-0.341 (1.808)	-0.0353 (1.670)
Nombre d'années d'études du dirigeant	-0.00300 (0.149)	-0.0652 (0.142)	-0.0574 (0.142)	-0.0424 (0.134)
Expérience en entreprise	2.341*** (0.869)	2.856*** (0.820)	2.693*** (0.890)	2.669** (1.238)
Formation au métier de l'entreprise	0.508 (0.872)	0.0695 (0.782)	0.323 (1.028)	0.328 (1.821)
Concurrence	0.318 (1.568)	0.148 (1.757)	0.0223 (1.764)	0.0563 (1.915)
Muette secteur secondaire	2.606*** (1.003)	2.804*** (1.069)	2.743** (1.066)	2.727** (1.074)
Muette secteur tertiaire	0.810 (0.893)	0.425 (0.922)	0.353 (0.923)	0.392 (0.927)
Constant	-12.97* (6.929)	-15.33** (6.743)	-13.87** (6.332)	-13.25 (8.961)
Muettes régionales	Oui	oui	oui	oui
Prob>Chi2	[0.000]	[0.000]	[0.000]	[0.000]
Observations	176	142	142	142

Note: Les écarts. *** p<0.01, ** p<0.05, * p<0.1

Tableau VII: Équation de première étape du modèle de traitement d'effet

Méthode d'estimation	(1)	(2)	(3)	(4)
	Probit	Probit	Probit	Probit
Variable dépendante	Relation employeur-employé	Capital social global	Capital social familial	Capital social amical
Age du dirigeant	0.0974 (0.0802)	0.00836 (0.0851)	0.00951 (0.0942)	0.00264 (0.0931)
Age du dirigeant au carré	-0.000927 (0.000917)	-0.000356 (0.000962)	-0.000278 (0.00108)	-0.000199 (0.00108)
Sexe du dirigeant	0.281 (0.312)	0.117 (0.331)	-0.0991 (0.375)	0.0996 (0.341)
Éducation primaire-création	1.203* (0.661)	1.925** (0.813)	1.921*** (0.693)	-0.155 (0.609)
Éducation 1er cycle technique-création	0.589 (0.597)	0.798 (0.644)	1.846*** (0.690)	-0.766 (0.705)
Éducation 1er cycle général-création	-0.235 (0.456)	0.374 (0.551)	1.205** (0.583)	-0.674 (0.653)
Éducation 2ieme cycle technique-création	0.341 (0.360)	0.00313 (0.404)	0.421 (0.494)	-0.252 (0.415)
Éducation 2ieme cycle général-création	-0.135 (0.337)	0.686* (0.391)	1.249*** (0.418)	-0.370 (0.402)
Nombre d'années d'études du dirigeant	0.0174 (0.0406)	0.0337 (0.0443)	0.0467 (0.0510)	-0.00144 (0.0443)
Expérience en entreprise	0.122 (0.229)	-0.0861 (0.257)	0.312 (0.271)	-0.332 (0.260)
Formation au métier de l'entreprise	-0.281 (0.221)	0.0325 (0.250)	-0.635** (0.274)	0.534** (0.255)
Concurrence	-0.370 (0.410)	-0.122 (0.548)	0.564 (0.868)	-0.226 (0.586)
Parent ou membre de la famille entrepreneur	0.491** (0.205)	0.518** (0.232)	0.523** (0.266)	0.124 (0.235)
Constant	-2.531 (1.887)	-0.371 (2.061)	-2.714 (2.314)	0.172 (2.180)
Muettes régionales	oui	oui	oui	Oui
Observations	176	142	142	142
Prob>Chi2	[0.000]	[0.000]	[0.000]	[0.000]

Note: Standard errors in parentheses. *** p<0.01, ** p<0.05, * p<0.1